

ARCTIQUE

Coup de chaud dans le Grand Nord

À l'ombre de la guerre en Ukraine, l'Arctique suscite des inquiétudes. La région pourrait faire les frais de l'importation des tensions politiques de la scène internationale, alors que le thermostat s'affole déjà au pôle Nord.



© MN

Le 5 avril dernier, la France a rendu publique sa première stratégie polaire pour « *redonner de l'ambition scientifique à la France et être visible dans ce domaine comme elle l'était il y a plusieurs décennies* », commente Hervé Baudu, professeur à l'École nationale supérieure maritime de Marseille et spécialiste des enjeux maritimes arctiques.

Avec des engagements financiers à l'appui, cette feuille de route recommande notamment un rééquilibrage de la recherche en direction du Grand Nord. Mais l'actualité internationale a bousculé la présentation très attendue de cette stratégie. Côté Arctique, le document d'une centaine de pages évoque un « *dérèglement géopolitique qui semble devoir s'ajouter*

au dérèglement climatique ». Car le climat n'est plus le seul responsable de la montée de la température dans la région. L'onde de choc des affrontements militaires en Ukraine a gagné l'Arctique et ravivé des tensions diplomatiques que l'on pensait cantonnées à des latitudes plus basses. La Russie est, bien sûr, un acteur de premier

plan de l'Arctique avec 24 000 kilomètres de littoral, un tiers du poids démographique et économique de la région et une connaissance de ce milieu hostile que personne ne lui conteste. Une suprématie que la Russie a érigée en priorité stratégique et qui repose sur les avantages économiques qu'elle pourrait tirer de la fonte de la banquise. Vue de Moscou, la réduction accélérée des glaces de mer est une opportunité pour l'exploitation de vastes ressources naturelles – gaz, pétrole et minerais – et l'ouverture d'une route maritime en période estivale.

LE CONSEIL DE L'ARCTIQUE EN PANNE SÈCHE

Mais aujourd'hui, le Conseil de l'Arctique pour la promotion de la coopération des pays circumpolaires est en panne sèche. Il faut dire que la Russie assure actuellement la présidence tournante du Conseil jusqu'en 2023. Et moins d'une semaine après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, sept des huit pays membres de ce forum intergouvernemental ont décidé de boycotter ses réunions. La Finlande, le Danemark, la Suède, l'Islande, les États-Unis, la Norvège et le Canada ont invoqué la violation des « principes fondamentaux de souveraineté et d'intégrité territoriale ». Les travaux du Conseil sont donc « temporairement » gelés « en attendant l'examen des modalités nécessaires qui pourront nous permettre de poursuivre les travaux importants du Conseil, compte tenu des circonstances actuelles ».

« “Hautes latitudes, basses tensions”, avaient coutume de dire les Norvégiens. Je crains que la guerre en Ukraine change la donne », confirme Hervé Baudu. Loin de l'Ukraine, les premières répercussions de la guerre bouleversent déjà l'exploitation du gaz naturel liquéfié (GNL) en Sibérie. Dans ces territoires extrêmes de l'Arctique, plusieurs mastodontes occidentaux de l'industrie pétrolière ou gazière ont annoncé le retrait de leurs investissements des ambitieux projets gaziers russes. Or, les recettes d'exportations sur les énergies fossiles sont vitales pour le budget de l'État. Et à elles seules, les ressources naturelles de l'Arctique sont une pièce maîtresse qui pèse 15 % du PIB pour la fédération de la Russie. « Les sanctions économiques contre la Russie ne touchent pas les importations d'hydrocarbures », tempère Hervé Baudu. « D'ailleurs, l'Europe ne peut pas, à moyen terme, se passer du gaz russe. Mais le retrait des investisseurs et industriels occidentaux affectera très certainement les projets gaziers russes en développement en Arctique. » C'est le cas, par exemple, de la future usine de liquéfaction Arctic LNG2 dont le chantier n'est pas achevé et qui appartient à la plus grosse entreprise gazière privée russe. Une opportunité que pourraient saisir

les entreprises énergétiques publiques chinoises pour renforcer leurs investissements déjà importants dans ces complexes gaziers en Arctique. « Si la Russie se tourne vers son partenaire chinois, c'est par la force des choses. Il y a des convergences d'intérêts dans l'immédiat entre la Chine et la Russie, mais à long terme Moscou ne veut pas dépendre économiquement et politiquement de Pékin », analyse Frédéric Lasserre, professeur au département Géographie à l'Université Laval (Québec). Et le spécialiste en géopolitique de poursuivre : « Cette crise va renforcer le poids de l'Arctique dans l'économie russe. Le secteur manufacturier n'a jamais vraiment récupéré de la disparition de l'Union soviétique, malgré les efforts de l'État fédéral. À mesure que les gisements s'épuisent au sud, la Russie a besoin de développer l'extraction et l'exportation des ressources naturelles de plus en plus au nord, mais sans l'appui de la technologie et des fonds occidentaux, ce sera difficile ».

LA FIN D'UN « EXCEPTIONNALISME ARCTIQUE » ?

L'effroi suscité par l'irruption des bombes russes en Ukraine laissera des séquelles parmi les pays du cercle polaire. Devant l'escalade du conflit, les enjeux de la sécurité en Arctique réapparaissent dans les radars. « Le débat public

actuel au Canada sur le niveau d'équipement et de préparation de l'armée canadienne et des troupes américaines basées en Alaska est une illustration de ces craintes », commente Frédéric Lasserre. Et de nombreux observateurs d'y voir la fin d'un « exceptionnalisme arctique » qui était jusque-là à l'abri des fracas du Monde. « En vérité, cette zone est passée d'une bipolarisation pendant la guerre froide à un espace ouvert et disputé, décrypte Hervé Baudu, notamment depuis que la Chine affiche sa volonté d'étendre ses routes maritimes commerciales à travers l'Arctique. » Ainsi, l'Arctique était déjà un espace de compétition internationale entre les plus grandes puissances contenues dans un équilibre de coopération et de « basse tension » grâce au Conseil de l'Arctique. À l'avenir, « il est à craindre que la Russie se referme sur elle-même et verrouille un espace maritime que la Convention des Nations unies sur le droit de la mer lui autorise à contrôler », selon Hervé Baudu. En géopolitique, l'incertitude ne profite à personne, « et surtout pas à l'Environnement, qui sera d'abord le grand perdant si cette problématique devient moins prégnante dans les décisions politiques russes », conclut Frédéric Lasserre.

LV (R) GRÉGOIRE CHAUMEIL

■ | Les Routes maritimes arctiques

Au centre de problématiques économiques, maritimes, environnementales et géopolitiques, l'Arctique suscite un regain d'intérêt et, parfois, des perspectives fantasmées. L'ouvrage d'Hervé Baudu permet de faire le point sur un espace maritime pas si lointain et qui est un concentré de défis contemporains après avoir longtemps été le terrain de l'exploration et de la recherche scientifique. Expert des questions maritimes polaires auprès du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Hervé Baudu est également membre de l'Académie de Marine et professeur à l'École nationale supérieure maritime.

Les Routes maritimes arctiques, Hervé Baudu, Éditions L'Harmattan, mars 2022.

